

A11A25
E88
2007/08
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2007-2008

Document préparé par :



Commission d'accès
à l'information
du Québec

Pour :

La Commission de la culture

Jun 2007

Étude des crédits 2007-2008

Document préparé par :



Commission d'accès
à l'information
du Québec

Pour :

La Commission de la culture

Juin 2007

Commission d'accès à l'information

G-1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2005-2006 et 2006-2007 en tenant compte des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 avril 2007.

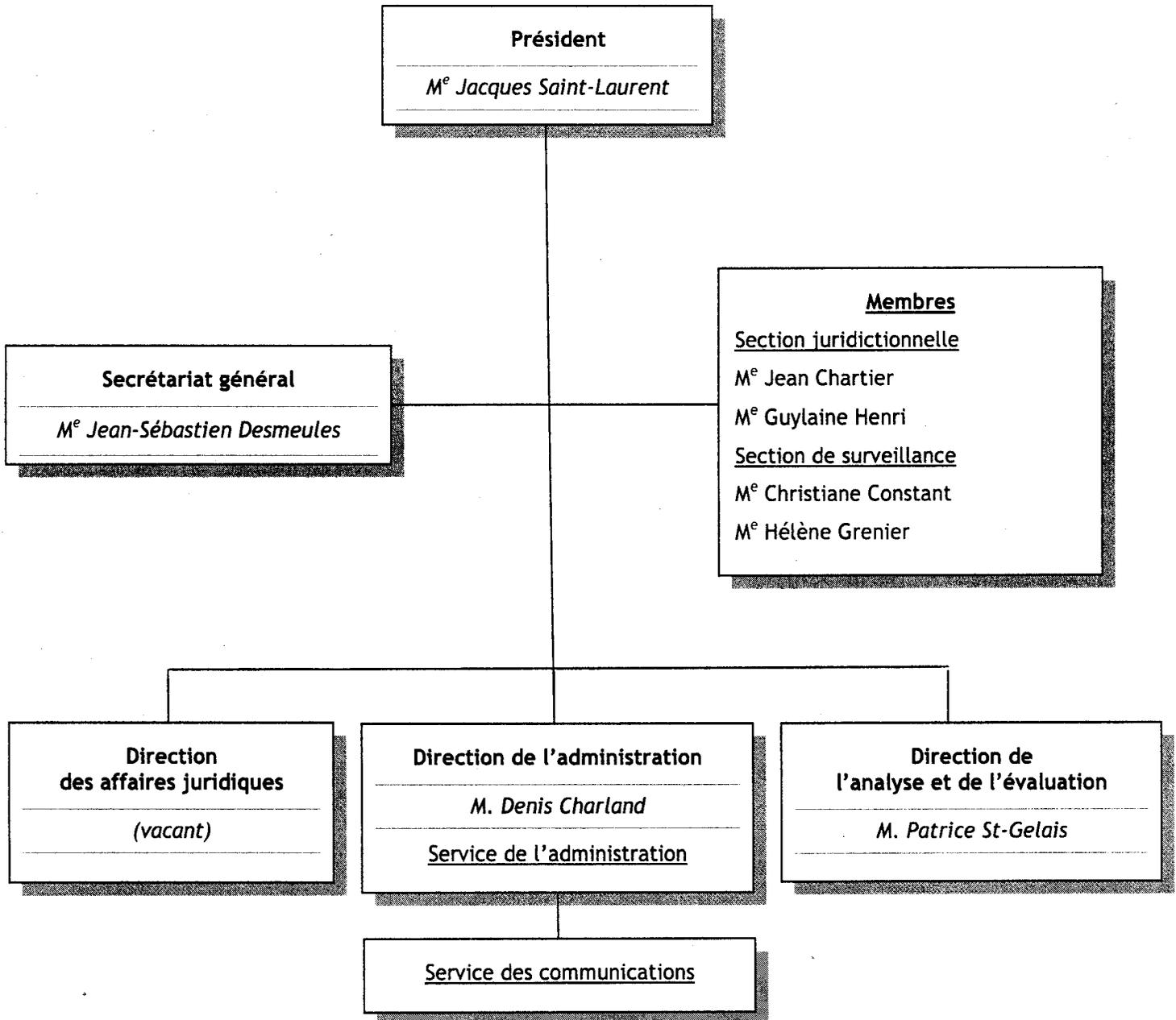
	CRÉDITS 2006-2007 (000 \$)	CRÉDITS 2007-2008 (000 \$)	ÉCART (000 \$)	%
Budget des dépenses				
Rémunération	3 282,1		3 282,1	-
Fonctionnement	<u>862,7</u>	<u>871,0</u>	<u>8,3</u>	1,0
TOTAL :	4 144,8	4 153,1	8,3	0,2
EFFECTIFS TOTAUX :	50	48	2	4,0
Budget d'investissements				
Immobilisations	12,0	12,0	0	-

Il n'y a pas de modification résultant du remaniement ministériel du 18 avril 2007.

- G-2. Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.

ORGANIGRAMME

Tél. (418) 528-7741



G-3. Liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) :

- tirage ;
- coût ;
- agence de conception ;
- graphisme ;
- rédacteur ;
- imprimeur ;
- distribution.

TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	GRAPHISME/ IMPRIMEUR
Rapport annuel de gestion 2005-2006	500	8 351,70 \$	<ul style="list-style-type: none"> - dépôt à l'Assemblée nationale - distribués aux commissaires à l'accès et à la vie privée - aux bibliothèques nationales - solde sur demande 	Pige Communication Reprographie gouvernementale
Étude des crédits 2006-2007	60	387,39 \$		Reprographie gouvernementale

G-4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006:

- endroits et date de départ et du retour ;
- but du voyage ;
- personnes rencontrées ;
- coût ;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) ;
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 1.

- 1 Edmonton, Alberta les 8 et 9 juin 2006 ;
 - Représenter la Commission d'accès à l'information et prononcer une allocution à la Conférence "Acces Privacy Conference" ;
 - 1 639,73 \$ (inscription, déplacement et séjour) ;
 - Me Christiane Constant, commissaire.
- 2 Iqaluit, Nunavut du 20 au 25 juin 2006 ;
 - Participer à la Conférence fédérale, provinciale et territoriale des commissaires à la vie privée ;
 - 2 099,45 \$ (inscription, déplacement et séjour) ;
 - Me Jacques Saint-Laurent, président.
- 3 Saint-John, Terre-Neuve les 13 et 14 août 2006 ;
 - Participer à titre de conférencier représentant la Commission d'accès à l'information au congrès de l'Association Canadienne des conseillers juridiques d'entreprises de l'Association du Barreau canadien ;
 - 672,97 \$ (inscription, déplacement et séjour) ; (note 1)
 - Me Jean Chartier, commissaire.
- 4 Monaco, Bruxelles et Paris, du 2 au 9 septembre 2006 ;
 - Participer avec les représentants du Commissariat à la vie privée du Canada et de l'Ombudsman du Nouveau-Brunswick à une rencontre avec une quinzaine de représentants des commissaires à la protection des données de la Francophonie. Par la suite, une réunion de travail a eu lieu à Bruxelles avec le Contrôleur européen de la protection des données puis une rencontre de travail avec les autorités de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ;
 - 0,00 \$ (déplacement et séjour) aucune somme n'a été payée par la Commission ; (note 2)
 - Me Jacques Saint-Laurent, président.
- 5 Londres, Royaume-Uni, du 1 au 4 novembre 2006 ;
 - Participer à la Conférence Internationale des Commissaires à la Protection des données et à une rencontre du groupe de travail des commissaires à la protection des données de la Francophonie ;
 - 2 369,75 \$ (inscription, déplacement et séjour) ;
 - Me Jacques Saint-Laurent, président.
- 6 Ottawa, Ontario, du 20 au 21 novembre 2006 ;
 - Conférencier auprès de L'ACAP « Réforme du régime québécois d'accès à l'information, perspectives et enjeux » ;
 - 387,99 \$ (déplacement et séjour) ;
 - Me Jacques Saint-Laurent, président.

7 Bruxelles, Paris, du 2 au 10 décembre 2006 ;

- Participer à titre de conférencier au Colloque organisé par la Délégation générale du Québec à Bruxelles, «Transparence, institutions et journalisme : l'accès à l'information au Québec et dans les institutions européennes » et séance de travail avec les représentants de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL);
- 2 085,46 \$ (inscription, déplacement et séjour) ;
- Me Jacques Saint-Laurent, président.

8 Banff, Alberta, du 23 au 26 janvier 2007 ;

- Assister à la réunion semestrielle fédérale, provinciale et territoriale des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée ;
- 1 533,50 \$ (inscription, déplacement et séjour) ;
- Me Jacques Saint-Laurent, président.

9 Paris, du 12 au 18 mars 2007 ;

- Assister, avec le Délégué général du Québec à Paris, à une rencontre concernant la création de l'Association des commissaires à la protection des données de la Francophonie regroupant les ambassadeurs en France de 14 pays de la Francophonie, les représentants de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Rencontre de représentantes du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme ;
- 0,00 \$ (déplacement et séjour) aucune somme n'a été payée par la Commission ; ^(note 3)
- Me Jacques Saint-Laurent, président.

10 Winnipeg, Manitoba, du 27 au 29 mars 2007 ;

- Assister à l'atelier fédéral, provincial, territorial "Enjeux relatifs aux enquêtes pour la protection de la vie privée" ;
- 840,58 \$ (inscription, déplacement et séjour) ; ^(note 4)
- M. Patrice Saint-Gelais, directeur de la direction de l'analyse et de l'évaluation ;
- Mme Isabelle Gosselin, analyste enquêteur.

Notes :

-
- 1 L'association Canadienne a payé le billet d'avion aller-retour de Me Jean Chartier soit 837,93 \$ de sorte que la somme des frais de déplacement totalise 1 510,98 \$
 - 2 Le Ministère des Relations internationales a remboursé à la Commission la totalité des frais de ces rencontres soit 2 569,22 \$
 - 3 Le ministère des Relations internationales a assumé directement les frais de ces rencontres au montant de 2 644,55 \$
 - 4 Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada assume les frais de transport par avion des deux membres de la Commission d'accès à l'information pour le voyage à Winnipeg soit 1 758,40 \$. Le total des frais de déplacement pour deux personnes est de 2 598,98 \$

G-5. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées ;
- les détails de ces ententes ;
- les résultats obtenus à ce jour ;
- les investissements annoncés.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 2.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information pour la période visée.

G-6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 3.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

G-7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008 ;
- firmes de publicité ;
- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 4.

En 2006-2007 : 0,00 \$;

En 2007-2008 : 0,00 \$.

G-8. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût ;
 - copie des soumissions ;
 - copie du questionnaire et du résultat ;
 - firme ayant obtenu le contrat.
-

Aucun.

G-9. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :

- liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études;
 - firme ou individu ayant obtenu le mandat;
 - copie du contrat.
-

Aucune étude commandée.

G-10. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme ;
- le montant et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 5.

GRUPE MARTIN FOREST ET ASSOCIÉS

- Assister le président et les membres du Comité de direction durant une période de changements et dans la gestion de situations ponctuelles. Accompagner l'organisation dans la dynamique des changements et de la communication requise ;
- 21 750,00 \$
- contrat négocié.

COMPLYS Technologies

- Support en ressources informationnelles pour le remplacement des serveurs à nos bureaux de Québec et de Montréal ;
- 15 625,00 \$
- contrat négocié.

JpdL MONTRÉAL

- Service de logistique pour la préparation de la première conférence des Commissaires à la protection des données de la francophonie le 24 septembre 2007 ;
- 8 500,00 \$
- contrat négocié.

CH KAY Traductions Inc.

- Traduction vers l'anglais de quarante-trois documents de la Commission;
- 6 101,68 \$
- contrat négocié.

PIGE COMMUNICATIONS

- Conception, codage du texte, insertion d'images, préparation d'un devis pour l'impression du rapport annuel 2005-2006 de la Commission ;
- 5 940,00 \$
- contrat négocié.

Archives Iron Mountain

- Conservation des copies de sécurité des bases de données de la Commission ;
- 2 406,89 \$
- contrat négocié.

Folia Design

- Contrat d'entretien des plantes d'intérieur - bureau de Québec ;
- 1 205,52 \$
- contrat négocié.

Nicole Vallières

- Réviser le document "Demande de financement de la Commission d'accès à l'information exercice financier 2006-2007";
- 1 200,00 \$
- contrat négocié.

Les Plantes Univert Inc.

- Contrat d'entretien des plantes d'intérieur - bureau de Montréal ;
- 860,00 \$
- contrat négocié.

Recyclage Vanier Inc.

- Élimination sécuritaire et confidentielle des documents émanant de la Commission ;
- 750,00 \$
- contrat négocié.

La Capitale Immobilière MFQ Inc.

- Renouvellement d'entretien de l'unité de refroidissement de la salle des serveurs ;
- 421,88 \$
- contrat négocié.

G-11. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 à une firme de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme ;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information pour la période visée.

G-12. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2006-2007 de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
- a) au Québec;
 - b) à l'extérieur du Québec.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 7.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

G-13. Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2006-2007 de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

- a) au Québec;
- b) à l'extérieur du Québec.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 7.

- la photocopie :	8 248,52 \$
- la téléphonie cellulaire :	1 026,19 \$
- "Blackberry"	184,00 \$
- les ordinateurs portables :	2 149,00 \$
- les téléavertisseurs :	88,03 \$
- le mobilier de bureau :	3 419,00 \$
- distributeurs d'eau de source :	-----
- le remboursement des frais de transport :	
- à l'employé	4 309,93 \$
- aux entreprises de transport	<u>24 321,20 \$</u>
	28 631,13 \$
- le remboursement des frais d'hébergement :	
- à l'employé	2 146,75 \$
- aux entreprises de services d'hébergement	<u>11 313,49 \$</u>
	13 460,24 \$
- le remboursement des frais de repas :	10 919,72 \$
- <u>l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou autre :</u>	
i. au Québec :	22 593,42 \$
ii. à l'extérieur du Québec :	4 574,54 \$

G-14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.

- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 8.

2006-2007								
<u>MOINS DE 35 ANS</u>	<u>MASCULIN</u>	<u>FÉMININ</u>	<u>TOTAL</u>	<u>%</u>	<u>PERSONNES</u>			<u>COMMUNAUTÉ:</u>
					<u>HANDICAPÉES</u>	<u>ANGLOPHONES</u>	<u>AUTOCHTONES</u>	<u>CULTURELLES</u>
Aucune Catégorie			0					
Cadres			0					
Professionnels	4	5	9	20,5%				2
Fonctionnaires		1	1	2,3%				
Sous-total :	4	6	10	22,7%				2
	9,1%	13,6%	22,7%					4,5%
<u>PLUS DE 35 ANS</u>	<u>MASCULIN</u>	<u>FÉMININ</u>	<u>TOTAL</u>	<u>%</u>	<u>PERSONNES</u>			<u>COMMUNAUTÉ:</u>
					<u>HANDICAPÉES</u>	<u>ANGLOPHONES</u>	<u>AUTOCHTONES</u>	<u>CULTURELLES</u>
Aucune Catégorie	2	3	5	11,6%				1
Cadres	2		2	4,7%				
Professionnels	5	4	9	20,5%				
Fonctionnaires	1	17	18	40,9%				
Sous-total :	10	24	34	77,3%				1
	22,7%	54,5%	77,3%					2
								4,5%
TOTAL	14	30	44					4
	31,8%	68,2%	100,0%	100,0%				9,1%

G-15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) :

- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 8.

2006-2007

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE CATÉGORIE	0,5	0,5		1,0	1,5	1,0	1,5
CADRES	0,5						
PROFESSIONNELS	27,5	25,5	27,5	10,5	7,0	11,5	28,5
FONCTIONNAIRES	36,5	33,0	27,0	19,5	16,0	25,0	23,0
TOTAL :	65,0	59,0	54,5	31,0	24,5	37,5	53,0

	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL
AUCUNE CATÉGORIE	2,0		1,0			9,0
CADRES	0,5					1,0
PROFESSIONNELS	37,5	29,0	33,5	48,0	23,0	309,0
FONCTIONNAIRES	27,5	17,0	7,0	20,0	3,5	255,0
TOTAL :	67,5	46	41,5	68	26,5	574,0

G-15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) :

- nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 8.

2006-2007

	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES ET PAYÉES	MONTANT (\$)	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	MONTANT (\$)
AUCUNE CATÉGORIE					
FONCTIONNAIRES	20,50	9,50	374,97	11,00	357,14
PROFESSIONNELS	83,25			83,25	3 844,34
TOTAL :	103,75	9,50	374,97	94,25	4 201,48

G-15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) :

- nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 8.

2006-2007

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE CATÉGORIE	4,5		3,5	14,5	45,0	18,0	5,0
CADRES					6,0		
PROFESSIONNELS	12,5	30,0	33,5	70,0	133,5	16,0	14,5
FONCTIONNAIRES	37,0	2,5	30,0	137,5	171,5	14,0	10,0
TOTAL :	54,0	32,5	67,0	222,0	356,0	48,0	29,5

	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL
AUCUNE CATÉGORIE		3,0	3,0			96,5
CADRES		2,0			2,0	10,0
PROFESSIONNELS	6,5	16,5	7,0	2,0		342,0
FONCTIONNAIRES	7,0	21,0	20,5	10,0	11,5	472,5
TOTAL :	13,5	42,5	30,5	12,0	13,5	921,0

G-15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) :

- nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 8.

Aucune.

G-16. Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 :

- évolution des effectifs par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 8.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-17. Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 9.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-18. Liste des baux auxquels de (sic) la Société immobilière du Québec a mis fin en 2006-2007, et prévisions 2007-2008.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-19. Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2006-2007 de qui sont loués des espaces indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire et/ou le nom de la firme.
-

Aucun espace.

G-20. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2006 au 17 avril 2007 et du 18 avril 2007 à ce jour.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 10.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information pour la période visée.

G-21. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} mai 2007 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2006;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 11.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

G-22. Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concerné ;
- la circonscription électorale ;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 13.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

G-23. La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2005-2006 et 2006-2007 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009, et 2009-2010.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 14.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

G-24. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2007-2008 et 2008-2009.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 15.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-25. Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2006-2007.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 16.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-26. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnel (sic).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-27. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 17.

Aucun.

G-28. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 18.

Aucun.

G-29. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

Aucun.

G-30. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 19.

Aucun.

G-31. Liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

SOMME DÉPENSÉE (2006-2007) :

Matériel = 74 463,56 \$

Logiciels = 16 883,85 \$

Micro-ordinateur	Moniteur	Quantité	Année d'acquisition
Serveurs Dell PowerEdge 2900 Core 2 Duo 5110, 5gig ram, 5x 73gig SAS HD	Aucun	3	2007
Aucun	Viewsonic VA703b 17" LCD	20	2007
CIARA PIV Core 2 Duo 1.86ghz 1go ram HD 80gig	Aucun	10	2007
CIARA PIV 3.2 512mo ram HD 80 gig	Aucun	8	2006
CIARA D865 GLC P4 512 Mo Ra Disque 40 Go	BenQ FP791 (01)	10	2004
CIARA D865 GLC 512 Mo Ra Disque 40 Go	Philips 107 B5 17 "	2	2004
CIARA D865 GLC 1024 Mo Ra Disque 120 Go		1	2004
Compaq EVO P4 (1GHz) 256 Mo Ra Disque 40 Go / 20 Go	Compaq S720 17"	1	2002
Compaq Deskpro EN P3 (1.1GHz) 256 Mo Ra Disque 20 Go	Compaq S720 17"	1	2002
Compaq EVO P4 (1.5Ghz) 256 Mo Ra Disque 20 Go	Compaq V720 17"	10	2002
Compaq EVO IV 2 Go 256 Mo Ra Disque 40 Go	Compaq V7550 17	7	2002
	Compaq TFT7020	4	2002
Serveur Proliant ML-350-G2 515Mo RAM Disque 120 Go	Compaq V570 15"	1	2002
Serveur Proliant ML-350-G2 515Mo RAM Disque 120 Go	LG 17"	2	2001

PORTABLES			
Micro-ordinateur portable	Moniteur	Quantité	Année d'acquisition
Dell Latitude D420 Centrino Core 2 Duo 1.5gig ram, 80gig HD, Graveur DVD	12.1 "	1	2007
Dell Latitude D610 PIV 2.8 512mo ram HD 40 gig	14 " matrice active	5	2006
Toshiba Tecra PIV 1.5 GHz (portable) 768M Ra Disque 40 Go	Écran 15" matrice active	1	2004
Compaq N160 PIII 1.13 gigs (portable) 256M Ra Disque 20 Go		2	2002
Pentium III Compaq Armada E500 (850 Mhz) 256M Ra Disque 20 Go	Écran 15" matrice active	1	2001
Pentium II Eurocom Computer (400Mhz) 128M RAM Disque 4 Go	15" matrice	1	1999
Toshiba 300cds Pentium (166Mhz) 48M Ra Disque 2.1 Go	Écran 14"	1	1998
Toshiba 440 CDX 32M Ra Disque 1 Go	Écran 14"	1	1997

Imprimantes et périphériques	Quantité	Année d'acquisition
Switch Cisco 8 ports Gigabits C2960g-8TC-L	1	2007
Switich Cisco Catalyst 2960-48TT-L	1	2007
Unité de sauvegarde LTO-2 et 20 cassettes	1	2007
Imprimante locale Lexmark E250D	1	2007
Boitier 5 ¼ externe pour lecteur DVD ou Disque dur	1	2007
Imprimante réseau XEROX Phaser 3500	1	2007
Numériseur HP Scanjet 8270	1	2006
Imprimante réseau Lexmark T640 avec 256mo de RAM	1	2006
Réplicateur de port PA3314U-1PRP	1	2005
Imprimante Lexmark modèle C752 Lite Show	1	2004
Projecteur de marque Infocus LP530	1	2004
Pare-feu CISCO PIX515 (200Mhz) 32Mo RAM	1	2001
Commutateurs CISCO CATALYST (24-48 ports)	3	2001
Hp Jetdirect 615N	1	2002
HP direct (cartes réseau pour imprimantes)	7	2002
Tapes dat backup externes	1	2001
Pare-feu CISCO PIX-515E R-DMZ- BUN (Chasis, 2ports 10BaseT)	1	2003
Imprimante Lexmark T620DTN 96 megs	1	2002
LexMark C7522N	1	2003
Brother HL 2400C	1	2000
HP Laserjet 4 Plus	2	2000
Imprimante HP Laserjet 1200	1	2001
Imprimante HP Laserjet 4050T	1	2000
HP ScanJet ADF (scanner)	1	1999
HP Laserjet 2100M	3	1999 & 2000
HP Laserjet 4000T	4	1998
HP Laserjet 6P	2	1998
Jaz Iomega 2GB Modèle V2000s	1	1998
1 Hub D-Link DSH16 10/100	1	2002

G-32. Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun :

- services Internet d'information;
- livres;
- journaux;
- magazines;
- bulletins électroniques et/ou papiers;
- clubs privés ou autres;
- billets de saison;
- etc...

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 20.

	NOMBRE D'EXEMPLAIRES	COÛT
1 Accès à l'information express(AIE) et recueil annuel des décisions de la CAI 2006	(10)	1 545,80 \$
2 Accès à l'information - Loi annotée	(06)	2 081,00 \$
3 Accès aux doc. Org. Public - ver. Français	(09)	116,55 \$
4 Accès aux doc. Org. Public - ver. Anglais	(02)	25,90 \$
5 Annuaire Téléphonique judiciaire du Québec	(06)	258,00 \$
6 Azimut - banque de données	(01)	334,30 \$
7 Bulletin de droit de la santé	(01)	184,95 \$
8 Charte canadienne droits et libertés	(01)	134,90 \$
9 Charte des droits de la personne	(02)	179,90 \$
10 Code civil du Québec	(06)	297,00 \$
11 Code criminel	(03)	148,50 \$
12 Code de procédure civile	(07)	427,40 \$
13 Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	(01)	665,00 \$
14 Droits de la personne - relations de travail	(01)	133,80 \$
15 Federal Access to information & privacy	(01)	102,00 \$
16 Gazette officielle - Accès internet	(01)	206,00 \$
17 Gazette officielle - Partie I (avis juridiques)	(01)	174,00 \$
18 Gazette officielle - Partie II (Lois & règlements)	(01)	237,00 \$
19 Guide pratique accès à la protection	(01)	140,90 \$
20 Journal La Presse	(01)	145,60 \$
21 Journal Le Devoir	(01)	173,87 \$
22 Journal Le Soleil	(01)	151,60 \$
23 Jurisprudence express + annuaire de jurisprudence et de doctrine du Québec + recueil de jurisprudence du Québec (édition 2006 et 2007)	(01)	1 345,21 \$
24 Accès à l'information et protection des renseignements personnels	(09)	3 870,00 \$
25 Accès à l'information et protection des renseignements personnels - Santé et services sociaux	(01)	108,00 \$
26 Lois annuelles du Québec	(02)	550,00 \$
27 Lois et règlements des affaires sociales	(01)	96,50 \$
28 Lois refondues du Québec	(01)	887,90 \$
29 Manuel de la secrétaire juridique	(03)	54,50 \$
30 Procédure pénale annotée et jurisprudence	(02)	384,00 \$
31 Projets de lois publiques	(01)	195,00 \$
32 Recueil des politiques de gestion	(01)	149,85 \$
33 Revue de prévention de règlements différents	(01)	98,95 \$
34 Tableaux des modifications, index des règlements	(02)	210,00 \$
35 The law of privacy in Canada	(01)	615,21 \$

36 Tribunaux administratifs du Québec	(01)	158,80 \$
37 Volume - guide pratique sur l'accès et protection de l'information	(01)	207,65 \$
38 Volume - Services de santé et services sociaux	(01)	77,55 \$
39 Volume - Précis de la preuve	(01)	69,95 \$
40 Volume - De la lettre à la page web	(02)	58,90 \$
41 Volume - Multi dictionnaire de la langue	(02)	93,42 \$
42 Volume - Osez parler en public	(01)	29,95 \$
43 Volume - Québec transgénique	(01)	29,95 \$
44 Volume - Charte et vie au travail	(01)	96,90 \$
45 Adhésion annuelle - Association sur l'accès et la Protection de l'information (AAPI)	(01)	435,00 \$

TOTAL :

18 142,21 \$

G-33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site:

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts des (sic) construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ?
Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 21.

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

- Aliaco inc;

Les coûts de construction du site

- 19 500 \$ (en 2001);

Le coût d'entretien et de la mise à jour

- 3 300 \$;

Le responsable du contenu sur le site

- M Louis-Martin Fadous (analyste en informatique);

La fréquence moyenne de mise à jour

- À chaque fois qu'il y a des nouveautés. Sinon, à toutes les deux semaines;

Le nombre de visiteurs (hits) par mois

- Environ 14 000 visiteurs/mois;

Nombre de fois refait

- 1 fois en 2003 (par Mediaprim);

Le coût

- 4 450 \$;

Les critères qui ont justifié les changements

- Site plus convivial
- Axé sur les besoins des citoyens
- Meilleure répartition de l'information.

G-34. Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information :

- téléphonie;
 - matériel informatique;
 - logiciels;
 - programmation;
 - formation.
-

Téléphonie	39 264,54 \$
Matériel informatique	74 463,56 \$
Logiciels	16 883,85 \$
Programmation	0,00 \$
Formation	<u>560,00 \$</u>
Total	131 171,95 \$

G-35. Pour chacun des ministères ou organismes public (sic) et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-36. Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de ré ingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information, voir la réponse à la question no 10.

G-37. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de ré ingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question no 8.

G-38. Toutes les études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information pour la période visée.

G-39. Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-40. Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-41. Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-42. Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-43. Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2006-2007 et ceux prévus pour 2007-2008.

La sécurité des installations est prévue et couverte par les ententes d'occupation avec la Société immobilière du Québec pour l'ensemble des installations de la Commission d'accès à l'information. Aucun budget spécifique n'y est consacré.

G-44. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

Aucune.

G-45. Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

Aucun.

G-46. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2006, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 22.

2 commissaires sont entrés en fonction le 1^{er} mai 2006, Me Guylaine Henri et Me Jean Chartier.

G-47. Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 23.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information pour la période visée.

G-48. Les montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne les contrats octroyés, les échéances prévues.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 24.

Aucun.

G-49. Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-50. Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-51. Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2006-2007:

- nombre de refus;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 25.

Demands d'accès traitées en 2006-2007 : (incluant 2 demandes de rectification)	44
Demands d'accès acceptées totalement :	19
Demands d'accès acceptées partiellement :	13
Demands d'accès refusées : (10 demandes refusées pour absence de documents, les 2 autres demandes refusées étant les demandes de rectification)	12
Demands d'accès traitées dans un délai de 20 jours :	36 / 44
Demands d'accès traitées dans un délai d'entre 20 et 30 jours :	8 / 44

G-52. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- coûts;
- nombre de ressources affectées;
- nombre de rencontres;
- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Demande de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition, question numéro 26.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question no 21.

G-53. Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007.

ETC autorisés en 2006-2007 : 46

ETC non comblés en 2006-2007 : 1,51

G-54. Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

Compression récurrente -119,0k\$

Les mesures prises pour atteindre les cibles de compression fixées par le Conseil du trésor concernent autant les dépenses de rémunération que de fonctionnement.

Aucune compression n'a été fixée pour 2007-2008.

G-55. Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

La réponse à cette question a été fournie à la question 54.

G-56. Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc...) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-57. Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2006-2007.

Les buffets Monchateau	207,50 \$
Pomerleau Maître Traiteur	<u>362,60 \$</u>
Total	570,10 \$

G-58. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

P-1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années, renseignements relatifs à sa création, ses objectifs, ses effectifs, son budget, etc. :

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

P-2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

P-3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007 indiquer :

- a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;**
 - b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;**
 - c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;**
 - d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.**
-

Ne s'applique pas à la Commission d'accès à l'information.

P-4. Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activités.

Un employé occasionnel du service des communications n'a pas été renouvelé suite au retour d'une employée permanente.

P-5. Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.

Aucun.

P-6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre années précédentes.

	Employés au 31 mars	Employés réguliers	Employés occasionnels	% employés occasionnels
2006-2007	44	40	4	9,1%
2005-2006	50	47	3	6,0%
2004-2005	50	47	3	6,0%
2003-2004	48	47	1	2,1%

P-7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents en 2006-2007.

Un employé en informatique est devenu permanent, le 10 août 2006, avec un classement d'analyste, ce qui représente 2,2 % des effectifs de la Commission.

P-8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007.

Les prévisions budgétaires pour l'année en cours (2006-2007) présentent un crédit alloué à la Commission d'accès à l'information de 4 141 200 \$, plus 12 000 \$ en immobilisations.

Compression récurrente	-119,0k\$
------------------------	-----------

Les mesures prises pour atteindre les cibles de compression fixées par le Conseil du trésor concernent autant les dépenses de rémunération que de fonctionnement.

P-9 Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence de cet organisme :

- A - nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents ;
 B - liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
 C - frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
 D - liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents ;

A : Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;

3 rencontres pour un total de 27 repas servis et 362,60 \$

B : Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;

Membres de l'assemblée des commissaires de la Commission d'accès à l'information, dans le cadre des assemblées tenues.

C : Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;

Frais de déplacement et de voyage - président	16 718,12 \$
Frais de déplacement et de voyage - commissaires	22 074,08 \$
Frais de représentation - président	2 135,35 \$

D : Liste des participations à des colloques, des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Du bureau de la présidence de la Commission, seul le président a assisté aux colloques et congrès suivants :

- Assister, avec le délégué général du Québec à Paris, à une rencontre concernant la création de l'Association des commissaires à la protection des données de la francophonie	0,00 \$*
- Assister à la réunion semestrielle fédérale, provinciale et territoriale des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée	1 533,50 \$
- Participer, à titre de conférencier au Colloque organisé par la Délégation générale du Québec à Bruxelles	2 085,46 \$
- Conférence auprès de l'ACAP "Réforme du régime Québécois d'accès à l'information, perspectives et enjeux"	387,99 \$
- Participer à la Conférence Internationale des Commissaires à la protection des données de la Francophonie	2 369,75 \$
- Participer à une rencontre des représentants des commissaires à la protection des données de la Francophonie et réunion de travail à Bruxelles avec le Contrôleur européen de la protection des données	0,00 \$*
- Conférence fédérale, provinciale et territoriale des commissaires à la vie privée au Nunavut	2 099,45 \$
Total :	8 476,15 \$

* Le ministère des Relations internationales a remboursé à la Commission la totalité des frais de ces rencontres soit 2 569,22 \$ et 2 644,55 \$

P-10. Liste et copie des tous les sondages commandés en 2006-2007, en incluant les coûts.

La Commission d'accès à l'information n'a commandé aucun sondage en 2006-2007.

**P-11. Frais de traduction et liste des documents traduits
incluant la liste des contrats et le nom des firmes
sélectionnées, de même que les coûts.**

Firme sélectionnée : CH KAY Traductions Inc.

Traduction vers l'anglais de trente-sept documents de la Commission	4 947,54 \$
Traduction vers l'anglais 1 note à une ambassade	137,50 \$
Traduction vers l'anglais 1 allocution de Me Constant à l'université d'Alberta	309,32 \$
Traduction vers l'anglais 1 avis de convocation	53,68 \$
Traduction vers l'anglais 1 document d'analyse "Radio Frequency Technology (RFID)" - Document d'analyse	551,10 \$
Traduction vers l'anglais 1 communiqué "Radio Frequency Technology (RFID)" - Document d'analyse	57,54 \$
Traduction vers l'anglais 1 lettre aux commissaires canadiens d'un document d'analyse "Radio Frequency Technology (RFID)"	<u>45,00 \$</u>
Total :	6 101,68 \$

*** L'information est aussi inscrite à la question G-10**

P-12. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 en regard des demandes et de leur traitement (nombre, délais, etc.)

a. le nombre de demandes reçues et réglées;

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Demandes reçues	2121	2324	2403
Demandes réglées	1933	2428	1933

b. le nombre de causes portées en appel et verdict;

DOSSIERS DEVANT LES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS

- 1^{er} avril 2004- 31 mars 2005

COUR DU QUÉBEC

Requêtes en permission d'appel

Accueillies :	12
Refusées :	5
Cause rayée :	1

Appels

Accueillis :	10
Rejetés :	3
Désistements :	2
Cause rayée :	1
Requête en consentement de retrait d'une procédure originale et son remplacement (permission d'appel) :	1
Requête pour autoriser le dépôt d'une requête en permission d'appel :	1
Requêtes pour transfert d'une requête en permission d'appel de Amos à Montréal :	2
Requête en suspension d'audition en appel :	1
Requêtes pour enquête et audition de la permission d'appel dans un autre district :	2

COUR SUPÉRIEURE

Requêtes en révision judiciaire

Accordées :	2
Refusées :	2
Requête en prolongation de délai d'inscription pour enquête et audition au mérite :	1
Requête en irrecevabilité de la défense :	1

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Requête en permission d'appel

Accordée :	1
------------------	---

Appels

Désistement :	1
Requête en intervention de la CAI :	1

Sommaire

COUR DU QUÉBEC		COUR SUPÉRIEURE	COUR D'APPEL DU QUÉBEC
Requêtes en permission d'appel	Appels	Requêtes en révision judiciaire	Appels et requêtes en permission d'appel
17	13	4	1

- 1^{er} avril 2005- 31 mars 2006

COUR DU QUÉBEC

Requêtes en permission d'appel

Accueillies :	7
Refusées :	2

Appels

Accueillis :	3
Rejetés :	3

Autres requêtes

Mémoire de frais :	1
Requêtes en irrecevabilité :	2
Requête pour cesser d'occuper :	1
Requêtes pour faire suspendre l'instance :	2
Requête en rectification de jugement :	1

COUR SUPÉRIEURE

Requêtes en révision judiciaire

Accueillies :	2
---------------------	---

Autre requête

Mémoire de frais :	1
--------------------------	---

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Requête en permission d'appel

Accueillie :	1
--------------------	---

Sommaire

Cour du Québec			Cour supérieure		Cour d'appel du Québec	
Requêtes en permission d'appel	Appels	Autres	Requêtes en révision judiciaire	Autre requête	Requête en permission d'appel	Autre requête
9	6	7	2	1	1	0

- 1^{er} avril 2006 - 31 mars 2007

COUR DU QUÉBEC*Requêtes en permission d'appel*

Accueillies:	4
Refusées :	6
Désistements:	3
Remise <i>sine die</i> :	1

Appels

Accueillis:.....	4
Rejetés.....	4
Désistements:	2
Appel déserté:	1

COUR SUPÉRIEURE*Requêtes en révision judiciaire*

Accueillies :	2
---------------------	---

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Requêtes en permission d'appel, accueillies:	2
Appel rejeté:.....	1

Sommaire

Cour du Québec			Cour supérieure		Cour d'appel du Québec	
Requêtes en permission d'appel	Appels	Autres	Requêtes en révision judiciaire	Autre requête	Requête en permission d'appel	Appel
10	8	3	2	0	2	1

c. le délai de traitement des demandes

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Délai moyen, avec remise, de traitement dans les dossiers d'adjudication	367	512	549
Délai moyen, sans remise, de traitement dans les dossiers d'adjudication	333	383	372
Délai moyen de traitement dans les dossiers de médiation	342	359	286
Délai moyen des délibérés	43	44	69

d. le nombre d'avis demandés à la Commission par ministère et organisme en indiquant l'objet.

Le nombre est de 42.

Plus de détails sont fournis à la réponse à la question P-13.

- e. le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande et la date de la conclusion de l'enquête et ses conclusions;**

3 enquêtes, lesquelles se retrouvent également à la réponse à la question P-13;

Rapport préliminaire d'enquête concernant la vérification du respect des Règles d'utilisation de la vidéosurveillance avec enregistrement dans les lieux publics par les organismes publics à la Ville de Montréal (Service de police), dossier 051716, le 9 mai 2006;

Rapport final d'enquête concernant le système de cartes à puce à la Société de transport de l'Outaouais, dossier 051863, le 29 mai 2006;

Rapport préliminaire d'enquête concernant la vérification du respect des Règles d'utilisation de la vidéosurveillance avec enregistrement dans les lieux publics par les organismes publics à la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (École La Magdeleine), dossier 051717, le 2 août 2006.

- f. le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;**

Aucune.

- g. le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme demandant à la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.**

En 2004-2005 : 114

En 2005-2006 : 63

En 2006-2007 : 38

P-13. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères, organismes et suivi accordé.

Projets de loi (il y en a 6)

Projet de loi no 7, Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés, dossier 060654, les 29 mai et 5 juin 2006

Projet de loi modifiant de nouveau la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur le ministère du Revenu, dossier 060681, le 23 mai 2006

Projet de modifications à la Loi sur les valeurs mobilières dans le cadre du projet « passeport », dossier 060915, le 7 septembre 2006

Loi modifiant la Loi sur le registraire des entreprises et d'autres dispositions législatives, dossier 061481, le 12 septembre 2006

Modification à l'article 31R1 du Règlement sur l'administration fiscale, dossier 061782, le 15 novembre 2006

Projet de règlement instituant le registre sur les enfants ayant fait l'objet d'un signalement, dossier 070030, le 15 janvier 2007

Ententes (il y en a 17)

Entente entre le ministre du Revenu du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake (fiscalité des services et des biens de consommation), dossier 030958, le 19 avril 2006

Entente entre le ministre du Revenu du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake (fiscalité du tabac, des carburants et des boissons alcooliques), dossier 030958, le 19 avril 2006

Entente entre l'État du Maine et le ministre du Revenu et le ministre des Affaires internationales, dossier 030961, le 19 avril 2006

Entente entre l'État du Vermont et le ministre du Revenu et le ministre des Affaires internationales, dossier 030961, le 19 avril 2006

Entente entre la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance et l'Agence de développement de santé et des services sociaux Capitale nationale et Établissements de santé et de la région 03, dossier 050838, le 23 mai 2006

Entente entre le ministère du Revenu du Québec et l'Institut de la statistique du Québec (réalisation de travaux statistiques dans le domaine bioalimentaire), dossier 060130, le 31 mai 2006

Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère des services familiaux et communautaires du Nouveau-Brunswick, dossier 040077, le 19 juin 2006

Entente entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre du Revenu du Canada (impôt), dossier 030962, le 19 juin 2006

Entente entre la ville de Montréal et les municipalités reconstituées, dossier 060227, les 20 juin 2006 et 6 mars 2007

Entente entre la Régie des rentes du Québec et le ministère du Revenu, dossier 060702, les 16 juin 2006 et 14 septembre 2006

Entente entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère du Revenu (modification), dossier 060841, le 20 juin 2006

Entente entre la Société de l'assurance automobile du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, dossier 060847, les 16 juin 2006 et 7 septembre 2006

Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, dossier 060875, les 19 juin 2006 et 15 février 2007

Entente entre le ministère du Revenu du Québec et l'Institut de la statistique du Québec (modification), dossier 061356, le 4 décembre 2006 et le 31 janvier 2007

Entente entre La Financière agricole du Québec et la Fédération des producteurs de bovins du Québec (contributions exigibles des producteurs assurés visés par le plan conjoint des producteurs de bovins du Québec), dossier 061737, les 5 et 20 février 2007

Entente entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et La Financière agricole du Québec et Agri-Traçabilité-Québec inc. (modification à l'entente concernant la communication de renseignements personnels), dossier 061738, le 5 février 2007 et le 27 mars 2007

Entente entre l'Agence du revenu du Canada et le ministre du Revenu du Québec (redressements des cotisations et paiements de redressement découlant du régime québécois d'assurance parentale), dossier 070381, le 27 mars 2007

Demandes d'information (il y en a 9)

Fonds de la recherche en santé du Québec (rapport préliminaire du Groupe conseil sur l'encadrement des banques de données et de matériel biologique à des fins de recherche), dossier 060849, le 4 juillet 2006

Plan d'utilisation des fichiers de renseignements externes soumis par Revenu Québec (projet de mise à jour), dossier 061350, le 20 septembre 2006

Rapport annuel des activités de sondages 2005-2006 de Revenu Québec, dossier 060644, le 25 septembre 2006

Plan triennal des sondages 2006-2009 de Revenu Québec, dossier 060667, le 25 septembre 2006

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (fichier de renseignements personnels des élèves présentant des handicaps ou des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage), dossier 061777, le 20 novembre 2006

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (validation de l'effectif handicapé et en difficulté d'adaptation et d'apprentissage), dossier 061951, le 4 janvier 2007

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (gestion du fichier de renseignements personnels des élèves présentant des handicaps ou des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage), dossier 061885, le 4 janvier 2007

Ministère du Revenu du Québec (dérogation pour la conservation d'extraits de banques de données), dossier 061035, le 22 février 2007

Ministère du Revenu du Québec (rapport d'activités résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements inscrits au plan d'utilisation), dossier 061071, 22 février 2007

Sondages (il y en a 5)

Directive sur les sondages réalisés par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ou l'un de ses mandataires, dossier 060859, le 6 juillet 2006

Directive sur les sondages réalisés par le ministère de la Famille, des aînés et de la Condition féminine ou l'un de ses mandataires, dossier 061890, le 19 décembre 2006

Directive sur les sondages réalisés par la Commission des relations du travail ou l'un de ses mandataires, dossier 070009, le 23 janvier 2007

Directive sur les sondages réalisés par le Conseil de gestion de l'assurance parentale ou l'un de ses mandataires, dossier 070226, 13 février 2007

Directive sur les sondages réalisés par l'Office de la protection du consommateur ou l'un de ses mandataires, le 2 mars 2007, dossier 070323

Collectes de renseignements (il y en a 2)

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune et Société des établissements de plein air du Québec, dossier 061184, le 8 août 2006

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec et Société de l'assurance automobile du Québec, dossier 061435, le 28 septembre 2006

Rapports d'enquête (il y en a 3)

Rapport préliminaire d'enquête concernant la vérification du respect des Règles d'utilisation de la vidéosurveillance avec enregistrement dans les lieux publics par les organismes publics à la Ville de Montréal (Service de police), dossier 051716, le 9 mai 2006

Rapport final d'enquête concernant le système de cartes à puce à la Société de transport de l'Outaouais, dossier 051863, le 29 mai 2006

Rapport préliminaire d'enquête concernant la vérification du respect des Règles d'utilisation de la vidéosurveillance avec enregistrement dans les lieux publics par les organismes publics à la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (École La Madgeleine), dossier 051717, le 2 août 2006

P-14. Montants attribués à la location des locaux pour les auditions tenues en dehors des bureaux de la Commission.

En 2006-2007 :

525,00\$

2G-6. Liste de tous les contrats octroyés sans appel d'offre par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme ;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Tous les contrats accordés sans appel d'offre par la Commission en 2006-2007 sont énoncés à la réponse à la question G-10.

2G-12. Pour la période du 21 février au 26 mars 2007, les comptes de dépenses des ministres et des membres des cabinets ministériels.

Ne s'applique pas à la Commission pour la période visée.